

Tribune socialiste

N° 369 / 25 AVRIL 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



La France en question

André Laude

S.D.S. : le 2^e souffle

Didier Hüe

Perspectives Ibériques

Pedro Ramirez

Festival de Bourges

Bernard Sizaire

Préface à la Chine

Edouard Depreux

L'impossible silence

Christian Guerche

On pouvait espérer que le dernier Comité Central du Parti Communiste Français apporterait des réponses, ou au moins des éléments de réponse, aux questions soulevées par la crise que traverse le mouvement communiste international et les événements qui se déroulent depuis quelques semaines à Prague et Varsovie.

Disons-le clairement, il n'en a rien été. La grisaille conformiste, la prudence des propos de Georges Marchais comme de Waldeck-Rochet, n'ont pu cacher le malaise évident du P.C.F.

Or l'expérience qui se déroule à Prague, comme l'attitude « attribuée » à l'U.R.S.S. (précisons « attribuée », puisque le discours de Brejnev au Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S. hâtivement convoqué, n'a pas été rendu public) ou les événements complexes de Varsovie ne concernent pas que les communistes. Ils mettent en cause un certain nombre de modèles et de valeurs, dont se réclament de larges courants du socialisme mondial.

Depuis cinquante ans, une expérience socialiste se développe en

U.R.S.S. L'ensemble de l'Europe de l'Est s'est engagée — dans les circonstances historiques différentes — dans la même voie à l'issue de la dernière guerre. Les erreurs, les contradictions et les échecs de ces expériences apparaissent aujourd'hui au grand jour. On mesure mieux à quel point, la volonté des différents P.C. (et du français en particulier) de maintenir la critique de la période stalinienne dans les limites des méfaits du « culte de la personnalité », a désarmé le mouvement ouvrier.

(suite page 3.)

LES POINGS SUR LES I Conflit de générations ?

S'agit-il d'un conflit de générations ? Waldeck Rochet et quelques autres affirment que non, et qu'il ne faut pas écouter les journalistes « bourgeois ». Quoi qu'il en soit, le problème posé exige autre chose qu'une simple réfutation.

Pour l'instant, les étudiants sont seuls à se révolter en Europe. Situation logique. Les étudiants, de par leurs connaissances, sont plus aptes que les jeunes ouvriers à dresser un constat de faillite de nos sociétés, capitalistes ou post-staliniennes. De plus, ils vivent une situation ambiguë propice aux déchirements intérieurs : d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise souvent, ils sont appelés à devenir les cadres d'univers qu'une certaine prise de conscience les amène à mettre en question. Ils sont en mesure de prendre les dimensions de leur fondamentale aliénation. Portés vers la révolution, ils se voient sollicités de devenir des loyaux serviteurs de l'ordre établi. Et cet ordre-là, même s'il se cache sous l'étiquette « socialiste », ne les satisfait pas. A l'Est comme à l'Ouest, la vie qu'on a à vivre prend des couleurs de tunnel sombre et triste. Tout semble joué d'avance. Le citoyen robotisé n'a plus qu'à obéir aux commandements des ordinateurs. Les cartes perforées désignent les voies d'une existence sans poésie, sans inconnu, sans aventures. D'où la révolte confuse, brutale, d'où la contestation globale, seul moyen de se donner l'illusion qu'on échappe au monde des salauds, et de la consommation « planifiée ». Pour muette qu'elle soit encore, la révolte brûle aussi dans le cœur de milliers de jeunes travailleurs que la vie telle qu'elle est faite écœure, et qui ne voient pas d'issue collective.

C'est là que se révèle un certain manque de la « gauche traditionnelle ». Il n'est pas question de jouer aux juges. C'est trop facile. Il s'agit simplement pour cette gauche de s'interroger sincèrement et de répondre à cette question : Les jeunes ont-ils tort de refuser de reconnaître dans les partis de gauche actuels le visage de leur révolte, de leur espérance ?

Que les jeunes et les autres aient des intérêts communs, puisqu'ils subissent le même joug, ont le même ennemi, ne doit pas empêcher de voir qu'il y a plus que jamais un « état de jeunesse », un type de rapports avec le monde, une sensibilité spécifique. De ce point de vue, je crois qu'un socialiste peut déclarer qu'il y a bien un « conflit de générations ».

André LAUDE

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

TRI (Youg.) V. O.

En faveur des cultures régionales

Le 18 avril, MM. Yves Le Foll, Pierre Mendes-France et Roger Prat, députés P.S.U., ont déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi « relative à la place des langues et cultures régionales dans l'Education et l'Information ».

L'exposé des motifs de ce nouveau texte se réfère aux conclusions de la rencontre socialiste de Saint-Brieuc en 1966 et à une résolution de la J.E.B., fait état d'arguments touchant surtout au domaine social et culturel, présente le « réinvestissement des valeurs régionales » comme exigé par une politique véritablement démocratique et nécessaire au « développement global des régions ».

En matière d'enseignement, les dispositions proposées prévoient l'insertion de la civilisation régionale (histoire, géographie, littérature, arts) dans les programmes généraux, qu'ils illustreront sans les alourdir, et l'organisation de l'étude facultative de la langue régionale dans les Académies où il en existe. Une option « langue régionale » serait créée dans le 2^e cycle et une sanction facultative, valant pour l'admission, serait instituée dans les divers examens. Les Universités organiseraient elles-mêmes l'enseignement régional, suivant les modalités et avec les sanctions de leur choix. Pour la préparation des maîtres et celle des animateurs de l'éducation permanente, des Collèges de la Culture régionale seraient créés dans chaque Académie. Enfin, pour la mise en application des différentes dispositions concernant l'enseignement, les Recteurs seraient assistés d'un « Conseil de la Culture régionale ».

En matière d'information, la proposition prévoit des émissions télévisées et radiophoniques sur les cultures et les questions régionales, d'autres émissions, en langue régionale, là où une telle langue est en usage. Pour réaliser cet ensemble d'émissions culturelles, d'information, de variétés, scolaires et universitaires, la proposition demande la création de services spécialisés dans chaque circonscription O.R.T.F.

Le dépôt de la proposition de loi des trois députés P.S.U. intervient après le refus de M. Peyrefitte, ministre de l'Education nationale « d'aller au-delà des dispositions de la loi de 1951 (loi Deixonne) », dispositions devenues caduques du fait des grands changements intervenus dans l'organisation scolaire.

On a tout lieu de croire que la nouvelle proposition — qui serait suivie bientôt d'une autre initiative émanant également d'une formation de gauche — contribuera efficacement à l'élaboration prochaine du rapport de synthèse de la Commission culturelle de l'Assemblée natio-

nale. Le gouvernement devra alors expliquer les raisons de son opposition à une refonte de la loi Deixonne. Son refus de laisser venir le rapport de la Commission devant l'Assemblée ne manquerait pas de provoquer de sérieuses réactions, car ce serait la troisième fois qu'il arrêterait une proposition de la Commission en ce domaine (Cf. Section livres). □

Sur le front social

La Bretagne s'arrête

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des départements bretons appellent les travailleurs à une grève de 24 heures pour le 8 mai prochain. Une fois de plus, la crise de l'emploi sera le mot d'ordre. Cette grève se situe après une longue série de manifestations, dont celles de Redon, Concarneau et Quimper. Le 8 mai la colère des Bretons pourrait fort bien se transformer à nouveau en violence.

Marché commun de la revendication

Les deux firmes Callebaut de Blicquy-Clermont-Boute sont spécialisées dans la construction de matériel pour la teinturerie. L'une est belge, l'autre française. Elles ont signé un accord de coopération technique dont le premier résultat a été le licenciement de 30 ouvriers belges à Bruxelles.

Mais les travailleurs ont aussi leur « Marché commun de la revendication ». Sur l'initiative de la C.G.T., C.F.D.T. et Fédération générale des travailleurs belges, des arrêts de travail ont lieu régulièrement tant dans les usines belges que dans celles du Nord de la France.

Chez Berliet

4.000 ouvriers de Berliet-Venissieux sont en conflit avec leur direction depuis le mois de novembre. Ces ouvriers travaillent aux pièces. Depuis l'automne, syndicats et direction s'affrontent sur des problèmes d'augmentation, de sursalaires, d'indemnisation des pertes de temps. Ces arrêts de travail succèdent régulièrement aux négociations.

Mais la véritable revendication n'est-elle pas de supprimer la pratique du système même du travail aux pièces ?

Le deuxième sabotage de Toulon

A Toulon on s'inquiète : 7.000 demandes d'emploi non satisfaites. On licencie dans les chantiers navals, à l'arsenal, dans le bâtiment. Et on ne voit pas ce qui pourrait faire évoluer la situation.

Jeudi 25 avril, un débat à la Bourse du travail réunit les organisations syndicales ouvrières et cadres, les organisations familiales, les syndicats de commerçants et la jeune Chambre économique.

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

On y entendra sûrement des choses intéressantes et des suggestions heureuses pourraient en sortir. □

Comité de défense du peuple grec

A l'appel d'un certain nombre de personnalités et de militants de gauche, parmi lesquels Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, Marcel Francis Kahn, J.-P. Vernant, Pierre Vidal-Naquet, Oliver Revault d'Allonnes, J.-P. Vigier, Denis Berger, Danielle Dubreuil, Roger Pic, Pierre Ringuet, J.-M. Vincent, vient de se constituer un comité de défense du peuple grec (siège 22, rue Etienne-Marcel, Paris-1^{er}). Ce comité a pour objectif essentiel d'aider les organisations de résistance grecques. Il n'entend donc pas limiter son activité à de simples appels humanitaires, mais populariser les thèses et les positions de ceux qui affrontent la dictature fasciste des colonels, poste avancé de l'impérialisme américain en Europe. Le P.S.U. invite ses militants à se joindre en grand nombre à cette initiative, à l'occasion du premier anniversaire du putsch perpétré contre le peuple grec. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

L'impossible silence

(Suite de la page 1.)

La thèse selon laquelle il s'agissait d'une « croissance monstrueuse » mais extérieure au système en cours s'avère notoirement insuffisante. Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la capacité d'analyse, de direction et de renouvellement des Partis communistes, tels qu'ils sont, et en fonction de leur pratique, non seulement pendant la période stalinienne mais depuis. C'est peut-être le plus grand crime de Staline, que d'avoir stérilisé deux générations, au point que sortis des schémas consacrés, bousculés par la réalité, les dirigeants communistes dans nombre de partis au pouvoir ou non, font preuve d'un affolement singulier.

Bien sûr, on peut remarquer comme Georges Marchais que, désormais, les P.C. s'interdisent d'intervenir dans les affaires intérieures des partis frères. Est-ce que cela justifie pour autant le silence dans son rapport sur les motivations véritables de l'attitude roumaine à Budapest, ou de l'absence d'un certain nombre de partis communistes. Il est un ton de Conseil d'administration, qui ne répond pas et de loin aux questions posées.

En vérité une certaine conception de la planification, du système de direction, et des institutions qu'il suppose, des rapports entre l'appareil d'Etat, le Parti Communiste et les syndicats, du modèle culturel proposé, sont aujourd'hui rejetés par les diverses couches de la population, et même par une partie de l'appareil, que le système avait mis en place.

Nous conviendrons volontiers avec Waldeck-Rochet que ce n'est pas le socialisme qui est, en tant que tel, remis en cause. Encore faut-il admettre, que la pratique des milieux dirigeants des pays de l'Est, provoque tour à tour et depuis quelques années, des crises d'une ampleur et d'une nature telles, qu'elles ne peuvent manquer de toucher à l'image même que l'on se faisait du socialisme.

PARLEMENT

A l'heure où nous mettons sous presse, le débat sur l'information qui se déroule à l'Assemblée nationale, n'est pas terminé.

Nous en rendrons compte la semaine prochaine, et reviendrons notamment sur les problèmes posés par l'introduction de la publicité de marque à la télévision.

Des schémas dépassés

Manuel Bridier soulevait ici même (1), les questions à la fois théoriques et pratiques qui pose la planification telle qu'elle existe dans les pays socialistes.

On sait maintenant à quel point une planification simplement quantitative, qui ne tenait compte ni de la productivité, ni de la rentabilité, a pu provoquer d'absurdités et de gaspillages.

On sait également que les pays socialistes n'échappent pas aux dures lois de la compétition économique internationale, et que tout le problème de la vérité des prix et des structures du marché se réintroduit par ce biais.

Nous ne prétendons certes pas dans le cadre d'un court article, fournir des réponses à ces questions. Nous y reviendrons. Mais ce qu'il nous paraît impossible, c'est de négliger ces problèmes, dont la signification et le prolongement sont évidents en Tchécoslovaquie, pour s'en tenir comme Waldeck Rochet, à la seule question de l'autorité « préservée ou non » du Parti Communiste tchécoslovaque.

Soyons francs. On a le sentiment à la lecture du discours du secrétaire général du P.C.F., que si, par hypothèse — loin d'être absurde — Novotny l'avait emporté sur Dubcek, les communistes français l'auraient assuré — au nom de l'indépendance de chaque parti — du même appui. Les « informations d'un ton positif » comme le dit Waldeck Rochet, qui sont parues dans « L'Humanité » pendant les semaines décisives, traduisaient plus d'ambiguïté que d'encouragements.

Résurgence des nationalismes

Second trait frappant de la situation présente : la tonalité de plus en plus nationaliste des thèses présentées ici et là, et des mouvements en cours.

L'internationalisme traditionnel du mouvement ouvrier recule. Les motivations nationales, le chauvinisme, la frustration réapparaissent avec éclat.

On sait à quel point les revendications de la Slovaquie ont pesé sur les événements de Prague. On devine le poids du nationalisme, dans la ligne prise depuis quelques années par la Roumanie.

Peut-on prétendre que les mêmes sentiments sont absents en Pologne, en U.R.S.S. ou même à Cuba? Et

dans quelle mesure l'adhésion populaire n'est-elle pas, dans ces pays, tout autant fondée sur des critères nationalistes, que sur les perspectives socialistes exaltées.

Il ne s'agit pas bien entendu d'opposer, sentiment national et socialisme. Encore faut-il reconnaître que, par rapport à certaines analyses et schémas que le marxisme proposait, des questions graves demeurent. Il nous faudra les aborder.

La crise culturelle

Enfin, il n'échappe plus à personne que la crise idéologique qui se développe dans tous les pays socialistes, concerne les fondements mêmes du modèle culturel adopté.

Une conception du confort intellectuel voudrait que la crise culturelle ne sévisse que dans le monde capitaliste. Les manifestations étudiantes de Madrid, Rome, Berlin ou Nanterre, éminemment significatives, sont l'expression la plus évidente du rejet des valeurs du néo-capitalisme occidental.

Mais les événements de Varsovie et de Prague, les arrestations d'écrivains à Moscou, témoignent également d'une crise profonde. André Gorz a raison d'indiquer dans le dernier numéro des « Temps Modernes », en parlant des intellectuels tchèques : « Ces hommes jugent qu'il faut commencer par le commencement : par laisser de côté le « vieux langage » qui ne veut plus rien dire, tant il a été galvaudé pour couvrir des mensonges; par réapprendre à dire des choses simples simplement; par redonner confiance dans le pouvoir de la parole à dire vrai et dans les individus investis de quelque fonction; bref par inciter des hommes recroquevillés et revenus de tout à sortir de leur carapace et à avoir le courage d'éprouver de vrais besoins et de vrais espoirs. [...]

... Si le socialisme tchécoslovaque doit démontrer sa supériorité sur le capitalisme, c'est moins par ses performances économiques qu'il y parviendra, que par le modèle de civilisation et de culture socialiste qu'il saura inventer. »

Cette dimension culturelle, conçue dans son sens le plus large est au cœur des derniers événements en Chine. Elle prend des traits signifi-

catifs à Cuba. Elle devient le grand problème de tous les pays industriellement développés.

Les appels de Brejnev à la fermeté idéologique, non seulement ne rendent pas compte du débat, mais dénotent une tonalité jdanovienne, intellectuellement dérisoire : dramatique dans ses effets.

Le débat est aussi français

On comprendra que si nous posons ces questions, ce n'est ni par vain souci de polémique, ni par souci de transposer les problèmes du monde communiste sur le plan des discussions qui se déroulent au sein de la gauche française.

Il est vrai que par tradition, l'opinion publique française s'intéresse peu aux expériences et aux événements qui se déroulent à l'étranger. Ce n'est pas son trait le plus heureux.

Mais en l'occurrence, il est impossible d'aborder sérieusement avec nos camarades communistes, les indispensables discussions sur les perspectives ouvertes par le socialisme en France, si l'on ne soumet pas à la discussion les modèles de référence qui sont les leurs.

On nous rétorquera certainement que l'appréciation du P.C.F. sur les régimes socialistes, a varié à plus d'une reprise. Le rejet définitif de toute idée de centre dominant, et de soumission d'un P.C. quelconque à un autre P.C. est aussi un élément positif.

On ajoutera encore, que le P.C.F. recherche les voies spécifiques du socialisme français, manifestant ainsi non seulement son indépendance, mais son originalité.

Il reste que la référence aux pays de l'Est sans analyse et sans jugement critique, demeure constante. Ce qui met en cause bien des affirmations. Ce qui surtout, ne nous permet pas de juger du « contenu spécifique » du socialisme dont le P.C.F. se réclame.

Que la discussion s'engage. On mesurera mieux qui sont, et où sont « les révolutionnaires de notre temps ». On lèvera enfin bien des ambiguïtés. Le silence est impossible. □

RETENEZ VOTRE
SOIRÉE DU 13 MAI

(1) Voir T.S. n° 350 du 30 novembre 1967.

☐ Rentrée parlementaire

Une nouvelle fois, l'opposition, de gauche en particulier, a donné une bien fâcheuse image d'elle-même à l'Assemblée nationale. Le premier débat de la deuxième session de la législature devait être un grand débat. Il s'agissait, en effet, de discuter la proposition de loi organique relative à l'introduction de la publicité à l'O.R.T.F., déposée par Roland Dumas (F.G.D.S.).

Une erreur de tactique

Les fédérés pensaient pouvoir rallier à cette proposition les centristes et les giscardiens, hostiles à l'introduction de la publicité sans contrôle parlementaire. Mais, Monsieur Pompidou, habile comme à son habitude, prit de court l'opposition. A la surprise générale, il décida de placer la discussion sur la proposition Dumas en tête de l'ordre du jour. Puis, arguant que cette proposition de loi « organique » aurait pour effet de modifier l'article 34 de la Constitution, il ne cacha pas son intention de déplacer le débat du plan politique au plan institutionnel. Comme, en outre, il avait fait part, à Bastia, de son intention d'engager la responsabilité du gouvernement sur ce problème, il était évident que l'offensive des fédérés allait à l'échec.

Face à cette situation, deux attitudes étaient concevables. Ou bien l'on se battait pour essayer de faire triompher la proposition Dumas, quitte à courir le risque d'un échec, ou bien la proposition était retirée. La première attitude fut défendue au sein du groupe F.G.D.S. par Guy Mollet, la seconde par Gaston Defferre. Il semble que ce soit l'arbitrage de François Mitterrand qui emporta la décision. La proposition fut retirée.

Un double recul

Cependant, pour ne pas perdre totalement la face, les fédérés décidèrent de déposer une motion de censure relative à l'ensemble de la politique gouvernementale dans le domaine de l'information. Et quelle motion de censure !... Elle sent l'improvisation la plus absolue. Tout y est entremêlé pêle-mêle et rédigé dans un style (ou plutôt dans des styles) tel qu'on a du mal à s'y retrouver. D'ailleurs, M. Chaban-Delmas tout en outrepassant ses droits, ne se fit pas faute de souligner l'incohérence de cette motion.

Ce qui est, peut-être, plus grave, c'est que le texte ne fut même pas soumis à la délégation des gauches. Il est uniquement signé par des fédérés ce qui, bien entendu, n'a pas fait plaisir aux communistes et conduit à se poser des questions sur le rôle de cette délégation...

A l'heure où ces lignes sont écrites, le résultat du scrutin n'est pas connu. Mais, il semble peu probable que centristes et giscardiens acceptent d'ouvrir une crise gouvernementale dans de telles conditions. En dé-

finitive, ce débat se soldera, aux yeux de l'opinion, par un double recul et un échec pour la gauche : recul devant le gouvernement avec le retrait de la proposition Dumas, recul dans le processus d'unité de la gauche et, échec total de l'offensive.

Le grand vaincu

Mais, le grand vaincu, dans cette affaire, c'est le Parlement. En effet, l'attitude des députés (essentiellement fédérés et U.D.-V^e) fut proprement scandaleuse lors de la séance de rentrée.

L'atmosphère était celle des « beaux jours » de la IV^e République l'on espérait oubliée. S'il ne faut pas s'étonner de l'attitude des gaullistes que le respect du Parlement n'a jamais étouffé, qu'il nous soit permis de déplorer que ceux qui veulent remettre le Parlement au premier plan se trouvent plus à l'aise pour claquer les pupitres, tels des collégiens un jour de rentrée des classes, que pour développer une offensive avec des arguments politiques. Il est triste de constater que les élus de la gauche sont plus aptes au chahut qu'au soutien des luttes sociales. ☐

Lucien SAINTONGE.

☐ Le salon des vacances

Cela sent les vacances... le Salon du Plein air et des Vacances s'est ouvert samedi 20 avril à la Porte de Versailles. Pour la première fois, il réunit dans une même enceinte, les fabricants de tentes, les constructeurs de bateaux et quelques caravaniers, bénéficiant en outre d'une importante participation sportive.

Avant la Seconde Guerre mondiale, le camping constituait un phénomène d'exception : beaucoup plus la traduction d'un goût « original », que la réponse à un besoin général (5.820 campeurs en 1938). A partir de 1956, on observe un accroissement continu et constant du total des campeurs de l'ordre de 16,5 % par an (48.777 en 1947 - 311.280 en 1956) ; dès lors le camping devient une activité économique importante.

Prévu déjà l'an dernier pour créer un centre d'intérêt pour les visiteurs, le terrain de camping modèle a vu le jour cette année. La sortie de la nouvelle réglementation (J.O. 13-2-68) a mis ce problème à l'avant-poste de l'actualité : comme l'hôtel, le terrain de camping sera classé en 4 catégories.

Incontestablement les équipements des terrains français ne permettent pas d'accueillir dans les meilleures conditions l'ensemble des adeptes de cette forme de tourisme à prix réduit. Il est quand même regrettable de voir s'installer au niveau du plein air une spéculation délivrant un peu de soleil, un peu d'eau, un peu d'électricité, suivant la grosseur du portefeuille. La démocratie n'a pas pris le chemin des vacances... ☐

Alain ECHEGUT.

☐ Les piétinements américains

Les manifestations se sont calmées dans les 168 villes américaines où elles s'étaient déroulées. Bilan : 36 Noirs tués (sur un total de 43) 3.560 blessés, 23.000 arrestations, 2.000 immeubles détruits... Rassurés — car ils s'attendaient à pire — les conservateurs aux U.S.A. recommencent déjà à se bercer d'illusions. Il ne s'agissait pas, selon eux, de manifestations spontanées, mais du fruit d'un complot. Ainsi, une fois de plus, on tente de camoufler la nature réelle du mal.

Pendant ce temps, la vie politique continue et les constats de faillite s'accroissent.

● 56 % des Noirs se déclarent étrangers à la société américaine (ils étaient 34 % il y a deux ans).

● Le président de l'Institut d'Emission apprend aux Américains que leur pays traverse sa plus grave crise financière depuis 1931.

● Les Coréens du Sud reprochent violemment à la Maison-Blanche de se moquer de l'opinion de ses partenaires. Dès lors, partisans farouches de la guerre, ils s'arment fébrilement, tandis que les Coréens du Nord se préparent à un nouvel affrontement. De son côté, la chaîne de T.V. N.B.C. démontre à des millions d'Américains que le « Pueblo » a bien été arraisonné dans les eaux nord-coréennes et que Washington a donc menti à l'opinion en prétendant le contraire.

Johnson, lui, fait traîner en longueur les pré-pré-négociations : reniant sa promesse de rencontrer les Nord-Vietnamiens « n'importe où et n'importe quand », il pose conditions sur conditions et propose des lieux de rencontre que les milieux officiels eux-mêmes considèrent comme une manœuvre de propagande. Pendant ce temps, les bombardements sur le Nord dépassent en intensité ceux de la fin 1967 et les Américains poursuivent l'offensive jusqu'à « victoire complète ». Comme prévu, celle-ci a déjà fait fiasco.

La perspective d'une défaite a forcé les dirigeants U.S. à faire un pas vers les négociations. L'illusion d'une victoire possible vient de freiner ce mouvement. Seule la démonstration renouvelée qu'ils ne peuvent que subir des défaites les obligera donc à franchir une nouvelle étape vers la paix. ☐

Henry ROSENGART.

☐ Autour des Maisons de jeunes

André Philip vient de donner sa démission de Président de la Fédération française des Maisons des Jeunes et de la Culture, il reste membre du Conseil d'administration. Dans une déclaration, il attaque la politique de M. Missoffe visant à mettre en difficul-

tés financières les M.J.C. pour mieux faire prévaloir ses « 1.000 Clubs » directement contrôlés par la Jeunesse et les Sports.

Mais, chose étonnante, André Philip motive également sa décision au nom du rôle joué par les représentants syndicaux des directeurs permanents de M.J.C. face à la situation résultant des initiatives gouvernementales. Il leur reproche d'avoir utilisé cette situation pour « politiser » les jeunes.

Le Conseil d'administration de la F.F.M.J.C., dans un communiqué, a fait les mises au point nécessaires, réaffirmant sa confiance dans le personnel éducatif de la Fédération et démentant la thèse d'André Philip au sujet des directeurs permanents. Il affirme qu'il n'y a pas de crise au sujet des M.J.C. (*).

En fait, et nous ne manquerons pas de revenir là-dessus à l'occasion de l'assemblée générale des M.J.C. prévue à Vichy pour Pentecôte, les Maisons de Jeunes et de la Culture traversent une phase délicate. C'est tout d'abord une crise de croissance car depuis quelques années le nombre de M.J.C. affiliées est devenu trop important pour que la F.F.M.J.C. puisse jouer son rôle véritable auprès des animateurs bénévoles et permanents. D'où les réorganisations débattues actuellement : déconcentration, décentralisation. Mais cette nécessaire mutation due au changement de taille se serait déroulée sans grands problèmes si, dans le même temps, n'avait surgi la crise politique due à l'action gouvernementale : retard dans la subvention, augmentation des crédits sans rapport avec la croissance du nombre de M.J.C.

Plus de 1.200 M.J.C., 600 à 800.000 usagers touchés par les M.J.C., ne pouvaient laisser indifférent le gouvernement en face d'une association sur laquelle personne ne peut « mettre la main » puisque le Conseil d'administration de la F.F.M.J.C. est composé de représentants du personnel, de représentants des usagers, de représentants de tous les mouvements de jeunesse. D'où le sabotage financier face auquel, heureusement la F.F.M.J.C. a su prendre les mesures qui sauvegarderont son indépendance. D'où la politique de rechange des « 1.000 Clubs » qui, exploitant certaines erreurs, municipales d'ailleurs, de dimensionnement des M.J.C., tente de préparer la tutelle directe de Jeunesse et Sports sur les jeunes. Le constater est peut-être politiser le débat mais les usagers des M.J.C. sont aussi des citoyens et ils ont droit à l'information. ☐

Yves SERJEUNE.

(*) F.F.M.J.C. : Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture.

Chaque semaine lisez :

“ Tribune Socialiste ”



Plus qu'une péripétie.

A.F.P.

Allemagne

SDS : A la recherche d'un 2^e souffle

Didier Hüe

La République fédérale et ses principales villes Berlin, Francfort, Munich connaissent à nouveau le calme : plus de violentes manifestations et de heurts avec la police, plus d'actions de force contre le trust de presse Springer. Le mouvement lancé par le S.D.S. au lendemain de l'attentat contre Rudi Dutschke n'était-il donc qu'une poussée de fièvre éphémère ou bien entre-t-il désormais dans une nouvelle phase ? Il est en tout cas clair que l'agitation de la semaine passée a fortement ébranlé l'équilibre politique de Bonn et placé le S.D.S. face à de nouvelles responsabilités.

A la matraque ils préfèrent le dialogue. Les autres, et c'est la majorité, suivent Kiesinger et Benda, le nouveau ministre chrétien-démocrate de l'Intérieur, dans la voie de la répression. Les brutalités policières ne leur suffisant pas, ils parlent maintenant d'interdire le S.D.S. Simple ballon d'essai aux propositions plus sérieuses, cette idée ne va pas sans susciter des remous et ce, jusqu'au sein de la très traditionnelle corporation des juristes. Mais toujours est-il que, poussée par son aile réactionnaire de Bavière, encouragée par une opinion publique passionnée, la démocratie chrétienne a résolument adopté une position dure, se séparant ainsi nettement du S.P.D. Deux faits mar-

quent le calendrier politique. Les prochaines échéances électorales — os renouvelle dimanche 28 avril la diète du Baden-Wurtemberg et, une montée du N.P.D. ainsi qu'un recul du S.P.D. sont à prévoir — et d'autre part un débat doit se dérouler au Bundestag sur les lois relatives à « l'état d'urgence ». Il est probable que la coupure opérée par les manifestations étudiantes au sein de la grande coalition s'accroîtra encore.

Prochaines perspectives

En créant une situation politique nouvelle, par sa capacité de mobilisation, le S.D.S. a incontestablement fait la preuve qu'il était la seule force organisée de l'opposition de gauche en République fédérale. Il convient en effet de mettre à part le parti communiste dont les militants travaillent au sein de différentes organisations et dont l'objectif essentiel des dirigeants semble être la relégation, fut-ce au prix de son programme. Le S.D.S. se trouve désormais face à de nouvelles tâches : bien qu'apparemment de plus en plus coupé de la majorité de l'opinion publique, il lui faut capitaliser les luttes entreprises et accentuer sa pression sur la grande coalition. Si un sondage récent indique que 83 % de la population de plus de 18 ans

désapprouve le mouvement d'agitation, cet isolement est malgré tout relatif. Les étudiants ne constituaient qu'un tiers des manifestants, soulignent les dirigeants du S.D.S., le reste comprenant des lycéens ou des jeunes travailleurs. Le S.D.S. bénéficie d'autre part du soutien plus ou moins implicite de différents milieux intellectuels : certains libéraux tels le professeur Darrendorf à Berlin, la fraction de gauche de l'Église évangélique et tous les mouvements qui gravitent autour de la « gauche démocratique » du Baden-Wurtemberg et du « Centre socialiste » animé par le professeur Abendrath. Mais ce qui manque le plus aux étudiants socialistes, et ils le reconnaissent eux-mêmes, c'est qu'ils n'ont aucune prise sur le milieu ouvrier. Aussi font-ils un effort particulier en ce sens, axant leur propagande sur deux thèmes : la lutte contre la législation d'exception et pour une véritable autogestion remettant en cause la propriété privée des moyens de production.

Mais les effets d'une telle campagne ne peuvent être ressentis qu'à long terme. Dans l'immédiat, le S.D.S. cherche avant tout à informer l'opinion, à lui expliquer le pourquoi de son action. Cette phase d'explication était indispensable pour reprendre l'offensive. Le S.D.S. organise des contre-manifestations le 1^{er} mai et est directement partie prenante d'une action de grande envergure le 11 mai. C'est ce jour-là que le Bundestag doit aborder le débat sur la législation d'exception et toutes les organisations socialistes, syndicales et politiques, manifesteront ensemble pour faire pression sur la social-démocratie.

Par sa détermination, le S.D.S. a prouvé que l'opposition extra-parlementaire est une réalité, capable de modifier profondément le rapport des forces politiques. Les partis de la grande coalition sont en train de l'apprendre à leurs dépens. □

L'ordre est-il fragile ?

Les événements de Pâques sont beaucoup plus qu'une simple péripétie : ils constituent la première remise en cause radicale du système ouest-allemand. Par ses méthodes, l'action directe et violente, et par ses thèmes, la dénonciation du caractère formel de la démocratie parlementaire, le S.D.S. s'est attaqué aux fondements mêmes de la République fédérale : le respect de l'Ordre et de la Loi. Les classes dirigeantes comprennent la menace mais ne surent adapter une ligne cohérente et la coalition gouvernementale surprise par l'ampleur et la soudaineté du mouvement, partagée par des inté-

rêts électoraux contradictoires révèle, une fois encore, sa fragilité. Les uns, pour la plupart des sociaux-démocrates, tels le ministre de la Justice Heinemann, s'interrogeant sur les raisons profondes de l'attentat contre Rudi Dutschke, dénoncent le climat de passion anti-communiste.

COMMUNIQUÉ du B. N.

Les menaces proférées récemment par le chancelier Kiesinger et différents membres du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de l'Ouest contre le S.D.S. ne peuvent que susciter l'inquiétude et la réprobation. Interdire le S.D.S. ou même multiplier les poursuites contre ses militants serait porter, en effet, un nouveau coup à une démocratie pourtant très formelle et fragile.

C'est pourquoi le Bureau national du P.S.U. conscient que le S.D.S. constitue avec les fédérations de gauche du mouvement syndical l'ossature de l'opposition extra-parlementaire au conformisme étouffant de la grande coalition entre chrétiens-démocrates et social-démocrates, assure les étudiants socialistes allemands de sa totale solidarité. En outre il ne peut qu'approuver les objectifs de la marche sur Bonn prévue pour le 11 mai prochain par l'ensemble de l'opposition extra-parlementaire, afin de protester contre les projets de loi sur l'Etat d'urgence.

Parution

A la fois instrument de réflexion pour les sections et de diffusion extérieure, un premier numéro d'une série de dossiers est paru sur :

BILAN DE TROIS ANS DE POLITIQUE ECONOMIQUE EN GRANDE-BRETAGNE :

TRAVAILLISME ET SOCIALISME

1^{re} partie : les problèmes fondamentaux (faiblesse industrielle et balance des paiements).

2^e partie : les politiques économiques et leurs résultats :

— 1950-64 : l'héritage des conservateurs

— Les trois périodes du gouvernement Wilson (les intentions, la situation, les mesures, les résultats).

Conclusion : les Travailleurs et l'alternative socialiste.

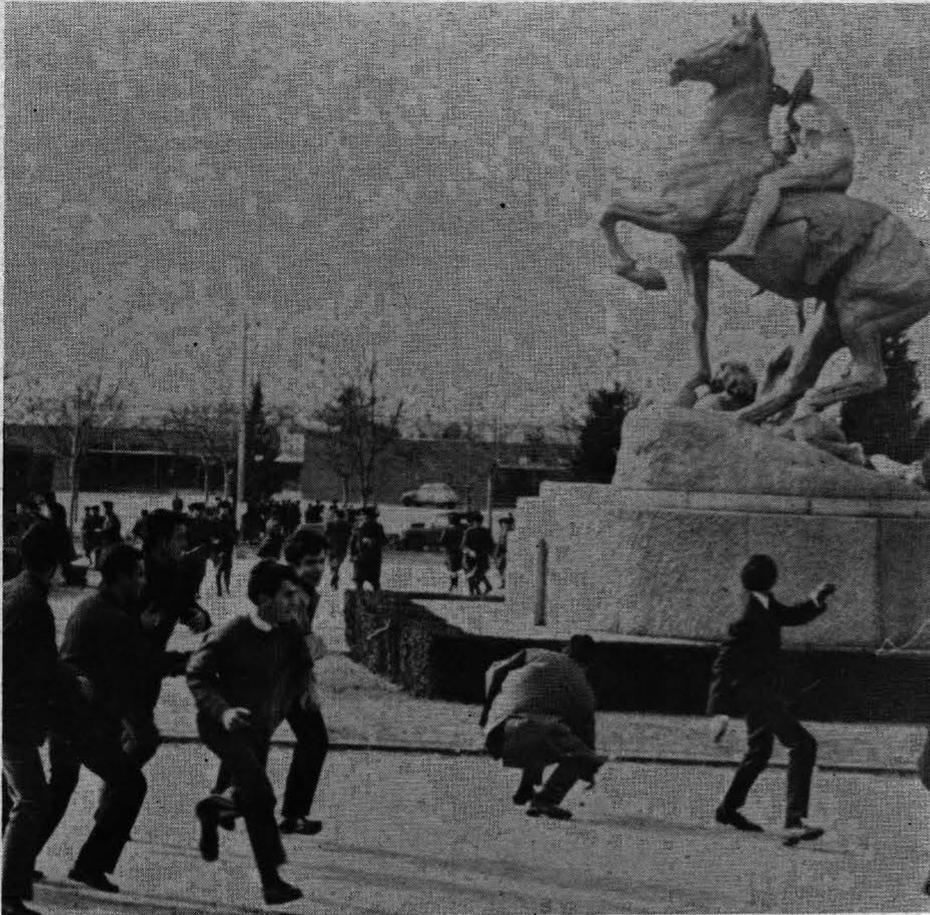
● 46 pages avec annexes de définitions, graphiques, tableaux.

Le numéro : 1 F, mais 6 numéros pour 5 F et 13 numéros pour 10 F.

Passez les commandes 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e).

● Le numéro suivant sera consacré à l'impérialisme américain et la stratégie des forces socialistes.

**RETENEZ VOTRE
SOIRÉE DU 13 MAI**



Madrid : Une réponse des étudiants au régime.

A.F.P.

Espagne

La perspective est socialiste

Pedro Ramirez

Nous reproduisons ici des extraits de l'intervention prononcée à la Conférence Méditerranéenne, par Pedro Ramirez, au nom de nos amis des organisations FRENTE d'Espagne.

Le processus de croissance capitaliste qui a eu lieu en Espagne, au milieu de graves contradictions et de crises profondes, au cours de ces dernières décennies, a déposé de tout fondement la perspective d'une révolution sociale « démocratique » par laquelle l'Espagne devrait encore passer. Quand nous parlons de révolution sociale démocratique, nous nous référons à une profonde transformation des structures sociales et économiques — qui permettrait l'hégémonie d'une nouvelle classe sociale — différente de la transformation socialiste de la société.

L'hégémonie actuelle de la haute bourgeoisie industrielle, financière et agraire dans les nationalités ibériques est le reflet d'une réalité indiscutable : l'Espagne se trouve en pleine phase de capitalisme monopoliste d'Etat. L'une des caractéristiques de l'évolution du capitalisme en Espagne réside dans le fait qu'il en est arrivé à la phase de monopole en s'appuyant sur une dictature fasciste surgie de la victoire réactionnaire de 1939.

Examinons rapidement comment

cette évolution a eu lieu en Espagne.

Un certain appui des masses

La guerre civile n'aurait pas eu lieu si le *pronunciamiento* militaire n'avait pas trouvé — outre l'appui de la base de la haute bourgeoisie et des propriétaires terriens, — ainsi que des régimes fascistes allemand et italien —, un certain appui parmi les masses (classes moyennes, petits propriétaires, paysans de Castille, certains secteurs de la petite bourgeoisie, etc.) ; l'oligarchie a dû au départ partager l'exercice du pouvoir politique avec ces classes et ces couches, notamment avec les éléments qui avaient pour cadre la Phalange, cette organisation fasciste qui a donné sa structure idéologique au régime franquiste et qui lui a fourni la bureaucratie nécessaire à la répression et au dirigisme économique.

La logique du développement capitaliste a cependant imposé petit à petit ses propres lois, provoquant un déplacement progressif du pouvoir des mains de la bureaucratie à celles de la haute bourgeoisie ; la

concentration économique capitaliste constitue la base objective de ces processus. L'hégémonie croissante de la haute bourgeoisie s'est enfin manifestée au niveau du gouvernement lors du remaniement ministériel de 1957, qui a porté au pouvoir une nouvelle équipe politique de représentants directs des intérêts de cette dernière.

Par ailleurs, la conscience des limites de la politique économique dirigiste et autarcique dans le nouveau tableau international et l'échec de divers essais tendant à freiner l'inflation, ont convaincu la haute bourgeoisie de la nécessité d'un changement d'orientation. Les luttes populaires de ces dernières années ont d'autre part, réduit sa capacité de manœuvre.

Le Plan de stabilisation de 1959 a permis la mise en route de la nouvelle politique, se caractérisant par l'ouverture progressive des frontières commerciales et l'abandon du dirigisme économique.

La nouvelle politique économique exigeait une gestion publique plus souple et plus rationnelle, qualités qui manquaient à la bureaucratie phalangiste, incrustée dans l'appareil d'Etat, notamment dans certains secteurs (les ministères sociaux, le syndicat vertical, etc.) ; elle exigeait aussi de plus larges possibilités de critique et de contrôle de la technocratie d'Etat ainsi qu'une plus grande marge d'expression des conflits d'intérêts existant au sein du bloc dominant.

Le développement progressif de l'opposition universitaire et ouvrière obligeait également à assouplir les mécanismes de répression fascistes. Le projet d'association au Marché commun (demande formulée en février 1962) faisait aussi pression dans le même sens.

C'est ainsi que les besoins de la bourgeoisie espagnole et la pression de la lutte populaire convergeaient dans une même direction : ces deux facteurs sont à la base du phénomène connu sous le nom de libéralisation du franquisme.

Cette libéralisation s'exprime par la disparition progressive des formes fascistes de l'Etat. Dans son sens profond, c'est une « démocratisation pour la bourgeoisie » et elle constitue la plateforme grâce à laquelle la haute bourgeoisie a élargi son contrôle de la gestion de l'Etat au moyen de sa propre technocratie. Cette évolution explique le conflit existant entre la haute bourgeoisie et la bureaucratie phalangiste, qui voit ses intérêts et ses privilèges menacés. De toute façon, le rapport des forces actuel — développement et consolidation de l'opposition universitaire, action des commissions ouvrières — empêche ce conflit de se transformer en un antagonisme ouvert, surtout si l'on tient compte de la crise économique en cours.

L'alternative est socialiste

L'examen des mesures précises prises montre clairement le caractère

« sélectif », de classe, de cette libéralisation. Des conclusions analogues se dégagent des mesures d'« institutionnalisation » prises par l'Etat franquiste (loi organique de l'Etat et autres) en prévision de la proche disparition du général Franco.

L'hégémonie de la haute bourgeoisie et l'incapacité de la petite et de la moyenne bourgeoisie à provoquer une alternative différente de celle proposée par la première montrent qu'il n'y a pas d'autre issue en Espagne que socialiste : la seule étape réellement ouverte aux travailleurs et à la gauche est l'étape de la révolution socialiste.

Il n'y a pas de place pour un capitalisme sans monopoles où la haute bourgeoisie n'exercerait pas son hégémonie : la nationalisation des secteurs clés de l'économie impliquerait le début de la révolution socialiste.

Les luttes populaires actuelles pour la conquête des libertés démocratiques d'expression, d'organisation, etc. sont un pas indispensable au renforcement du mouvement socialiste en vue d'atteindre ses objectifs finaux.

Les luttes actuelles pour les libertés démocratiques n'ont pas comme horizon politique une république parlementaire, forme politique manquant en Espagne de la base sociale nécessaire à moins que la classe ouvrière ne s'engage précisément dans cette voie. Par ailleurs, la haute bourgeoisie espagnole manque de toute tradition démocratique.

La crise de la démocratie liée à la concentration capitaliste et à l'interpénétration croissante entre la technocratie de l'Etat et les centres privés de pouvoir, montre que la lutte des travailleurs ne peut s'orienter vers la restauration de la démocratie parlementaire — en pleine crise dans tous les pays capitalistes — mais vers le dépassement de l'Etat bourgeois pour construire une société nouvelle et un nouveau type d'Etat.

Le sens des accords hispano-américains

Dans la perspective politique que nous avons ébauchée, la présence militaire et économique de l'impérialisme américain sur le territoire espagnol revêt une extrême importance.

Le début de la guerre de Corée — dans le cadre général de la « guerre froide » a été sans aucun doute le facteur principal qui a décidé les Américains à engager des pourparlers avec le régime franquiste en vue de la conclusion d'un traité militaire : les U.S.A. avaient besoin de l'Espagne pour ajouter un maillon à la chaîne des bases militaires qui entouraient l'Union Soviétique et les pays socialistes. Le régime franquiste, de son côté, se trouvait en butte à une situation économique difficile et à un fort isolement international.

Le traité militaire a été signé en 1953 pour une durée de dix ans, renouvelable pour deux périodes de cinq ans. Le régime franquiste a oc-



Une caste aux abois.

A.F.P.

troyé aux U.S.A. différentes bases militaires aériennes et maritimes aux alentours de Séville, de Saragosse, de Madrid, de Mahon, de Rota et de Carthagène ; en contrepartie, les Etats-Unis lui ont apporté une aide économique et militaire.

Les relations se sont intensifiées progressivement ; la protection américaine a été un facteur décisif de la dilution progressive de l'isolement international du franquisme et de son admission dans les différents organismes internationaux (Nations Unies, Fonds Monétaire International, Banque Mondiale). Les Etats-Unis ont été le principal facteur de consolidation de la dictature franquiste.

En 1963, les accords militaires ont été renouvelés pour une première période de cinq ans. Les U.S.A. disposent ainsi de la base de Rota — près du détroit de Gibraltar — comme plateforme pour les sous-marins atomiques armés de fusées Polaris. Cette base est par ailleurs reliée par un pipe-line aux trois bases aériennes les plus importantes, équipées pour les bombardiers atomiques. Le territoire espagnol est sans doute la plus gigantesque plateforme militaire dont dispose l'impérialisme américain dans la Méditerranée.

Ces accords militaires devront être renouvelés au cours de cette année : d'où l'actualité de notre lutte.

L'Etat franquiste, on le sait, ne fait pas partie de l'OTAN, ni du Pacte Atlantique ; dans le contexte politique de l'époque, un pacte bilatéral avec les U.S.A. était beaucoup plus viable. Le gouvernement franquiste a déclaré à diverses reprises que l'OTAN ne présente aucun intérêt à ses yeux. Cependant, l'OTAN serait une solution de rechange éventuelle dans le cas où la conscience anti-américaine et la lutte du peuple espagnol se développeraient notablement : les objectifs essentiels seraient alors atteints sans que la soumission à l'impérialisme américain soit aussi manifeste.

L'OTAN et le Pacte constituent un instrument de l'hégémonie politique et militaire des Etats-Unis. C'est-là la raison essentielle de notre opposition envers eux ; notre opposition à une entrée éventuelle de l'Espagne ne concerne pas tant le caractère dictatorial de l'Etat franquiste que le caractère propre à l'OTAN et au Pacte, instruments de l'hégémonie

politique et militaire des U.S.A. Notre lutte doit nous porter à contester l'existence même de l'OTAN et du Pacte.

La prédominance du capital américain

Les rapports entre le franquisme et l'impérialisme ne se bornent pas à l'accord militaire dont nous venons de parler. Le capitalisme espagnol n'échappe pas au processus d'internationalisation du capital : la bourgeoisie monopoliste est consciente du fait que toute solution autarcique implique une difficulté supplémentaire pour résoudre les contradictions historiques accumulées en Espagne ; aussi depuis le Plan de stabilisation de 1959, elle a progressivement facilité les investissements de capitaux étrangers.

Les investissements directs à eux seuls ont couvert près des deux pour cent de la formation intérieure brute de capital fixe pendant la période 1961-1965, ce pourcentage s'accroissant au long de cette période. Evidemment, l'importance stratégique de ces investissements dépasse de beaucoup leur valeur quantitative, étant donné qu'ils se concentrent dans les secteurs de base et de pointe. Par ailleurs, il est important de souligner que presque cinquante pour cent du total des investissements étrangers (directs, de portefeuilles ou immobiliers) sont américains ; l'intérêt des grands monopoles américains est manifeste : cent soixante-dix au moins des trois cents premières entreprises américaines sont installées en Espagne.

Les principales entreprises européennes y sont également établies. La haute bourgeoisie a joué à fond sur cette option stratégique — la collaboration avec le capital étranger — espérant ainsi trouver une issue aux problèmes posés par la lutte des classes dans les nationalités ibériques.

Si la prédominance du capital américain est manifeste, l'orientation du commerce extérieur vers le Marché commun — près de quarante pour cent des importations — et la difficulté de trouver des marchés de remplacement constituent pourtant la cause de l'insistance du gouvernement franquiste à demander l'association au Marché commun.

Cette association n'est pas exempte de difficultés pour la haute bourgeoisie, qui encourage une telle po-

litique ; elle considère cependant qu'avec l'aide du capital étranger, elle pourra faire face à ces difficultés ; son option est claire : il s'agit de gagner du temps et d'obtenir la capacité d'intégration nécessaire pour neutraliser le potentiel révolutionnaire des classes travailleuses des nationalités ibériques, avec l'aide du capitalisme international.

En fin de compte, les intérêts stratégiques de l'impérialisme américain et le processus d'internationalisation du capital vont dans le sens des intérêts des couches dirigeantes espagnoles.

C'est dans un sens analogue que l'évolution des pays capitalistes avancés fait pression vers des formes politiques autoritaires ; cette évolution a provoqué un changement d'attitude progressif de la part de divers gouvernements européens.

Le franquisme est intégré dans le mécanisme militaire américain ; le capitalisme espagnol et, plus précisément, la haute bourgeoisie, s'intègre progressivement dans le capitalisme international, qui élargit sa présence en Espagne.

Une stratégie socialiste en Espagne détachée de la lutte mondiale contre l'impérialisme est donc impensable. Les conditions spéciales dans lesquelles se déroule la lutte en Espagne tendent à limiter l'horizon des militants à la problématique propre de la lutte contre le franquisme et pour le socialisme en Espagne. Notre obligation internationaliste consiste à relier constamment cette lutte à la lutte mondiale contre l'impérialisme. Il ne s'agit pas uniquement d'un devoir moral : c'est une exigence politique. □

INTER-LIVRES

38 - 40, AV. DES GOBELINS, PARIS-13^e

commandez tout livre
DISPONIBLE CHEZ LES EDITEURS

PAR TELEPHONE **535 - 08 - 46**
OU PAR LETTRE

VOUS LE RECEVREZ DANS LES
PLUS BREFS DELAIS PAR
COURSIER OU PAR LA POSTE

VOUS LE PAIEREZ MOINS CHER

● 10 % DE REMISE IMMEDIATE ● PRIME
DE FIDELITE ● PORT GRATUIT POUR
TOUTE COMMANDE SUPERIEURE A 50 F
(sinon port 2,50 F)

VOUS LE PAIEREZ PLUS TARD

SUR FACTURE REÇUE CHAQUE MOIS

Création d'un groupe de recherche philosophique

Un *Groupe de Recherche philosophique* a été créé dans le cadre des Commissions de Travail de la Fédération de Paris. Ses participants ont décidé de consacrer une part importante de leur activité à la recherche fondamentale et de définir un programme dont l'intérêt soit assez général pour permettre d'envisager diverses formes de publications sous le patronage du Parti.

C'est pour pouvoir mesurer l'audience éventuelle de ce programme auprès des militants, et juger ainsi de l'opportunité de publications, que cette note propose ici le thème du programme retenu, accompagné d'un bref exposé des motifs.

Pour un socialisme dialectique

Après le « socialisme utopique » de Saint-Simon et Fourier, après le socialisme pré-marxiste, qu'il soit péguiste ou proudhonien, nous sommes actuellement parvenus à l'ère universellement reconnue du socialisme-marxiste-léniniste, dont la formulation philosophique ne peut être rien d'autre qu'un *socialisme dialectique*, doctrine philosophique dont l'élaboration, fruit de la réflexion et de l'action perpétuellement renouvelées des socialistes de chaque génération nouvelle, devrait conduire à une *théorie de la construction dialectique de la société humaine*.

La mise en œuvre d'une telle théorie nous permettrait de nous armer, nous militants du P.S.U., sur le plan intellectuel et idéologique et de nous procurer un instrument — que nous ne possédons pas et qui nous manque — d'investigation de la réalité contemporaine, de conquête de sa vérité politique et sociale, et de transformation de cette réalité à des fins socialistes.

Nous dirons sans risque d'être démentis que le « structuralisme » semble être au cœur du débat philosophique d'aujourd'hui. Il faudrait d'ailleurs à notre sens distinguer, comme peut le faire un Trotskien, trois formes de ce structuralisme : l'hypothèse scientifique, la transposition philosophique et l'usage idéologique. L'hypothèse scientifique est parfaitement légitime et féconde s'il est vrai, comme le dit Marx, que les hommes font leur histoire sans savoir comment ils la font, il est légitime de rechercher la compréhension de cette nécessité qu'ils ignorent en recherchant les liens intelligibles qui soutiennent certains comportements et certaines organisations de la vie collective des hommes.

Mais nous aurons à distinguer l'usage fécond du structuralisme, qui est « fort » dans l'analyse des sociétés sauvages, closes, et que l'on dit sans histoire, de son impérialisme par trop à la mode, dans une société qui est pour nous grosse d'un projet politique.

Ainsi la transposition philosophique de cette hypothèse scientifique aboutit à une réification, à une fétichisation des structures, qui a pour fin la négation de l'historicité et de la pratique politique; en effet, dans la mesure où les « pseudo-structuralistes » éliminent le sens, l'histoire, la lutte des classes, ils tentent d'organiser l'existence humaine de l'extérieur, se posant ainsi comme « théoriciens » d'un présent « apolitique » dont ils s'accrochent fort bien.

Nous pensons que nous devons, entre autres, aborder ce genre de problèmes, et à partir de multiples points de vue. Car ce phénomène particulier relève d'une analyse à la fois historique, politique, économique et philosophique. Notre projet vise alors à rassembler différentes approches, afin de construire une théorie qui, naturellement, ne se contentera pas de répondre à une mode, puisqu'elle se veut une arme de combat révolutionnaire. Cela nous permettra de préciser pour la philosophie la forme et le rôle spécifiques que nous lui reconnaissons : ceux d'une *philosophie dialectique*, qui se veut à la fois critique des idéologies et construction de la théorie générale d'un *socialisme dialectique*.

Il devrait ainsi apparaître que ce ne sera pas là travaux inutiles ou recherches sans

issues, bien éloignés des *problèmes concrets que le socialisme doit poser et résoudre*, et dont il doit sans relâche mettre en évidence les implications. Qu'il s'agisse, entre autres choses de l'Etat, de sa nature, de ses structures, de son contenu même et de ses relations avec les citoyens, qu'il s'agisse aussi des structures organisationnelles de notre mouvement au sein des salariés, de leur devenir et de leur mouvance, qu'il s'agisse même de la dynamique interne de la Société à promouvoir et de bien d'autres choses encore que nous rencontrerons sur le chemin de la recherche fondamentale, tout cela prendra un éclairage particulier, une tonalité que nous espérons originale et juste, de nature à justifier par surcroît, s'il en était besoin, la nécessité des études théoriques et doctrinales.

Enfin il est permis de penser qu'une telle initiative, celle de la mise en forme du « socialisme dialectique », ne pourra manquer de renforcer la conviction personnelle des partisans objectifs d'une telle doctrine et de leur fournir une arme intellectuelle d'autant plus précise et efficace, mais aussi peut-être de gagner la conviction des adversaires ou des sceptiques, tout au moins de ceux que l'espérance socialiste anime.

Voilà donc la tâche ambitieuse dans laquelle notre Groupe de Recherche philosophique estime utile de s'engager. C'est un travail immense qui réclame une large collaboration. C'est, de toute façon, un travail dont la pensée révolutionnaire ne pourra se dispenser pour promouvoir le socialisme. Elle pourra y gagner en unité, car la conquête commune d'une théorie rassemble obligatoirement : en fait il s'agit là probablement du seul processus unitaire garanti.

Cette recherche est, bien entendu, ouverte aux chercheurs qui ne sont pas membres du P.S.U., dans la mesure où ils sont d'accord avec notre orientation fondamentale. Et le P.S.U., s'il prend ici une responsabilité, peut y gagner une audience renouvelée.

Christian DESCAMPS,
Pierre GARRIGUES,
Alain GUILLERM.

Correspondance : Geneviève Auzoux, 6, rue Léon-Bonnat, Paris (16^e).

Naissance

Nous sommes heureux d'annoncer la naissance de STEPHANE, fils de notre camarade Jean-François Kesler.

Grenoble

La Commission Formation de la Fédération de l'Isère a mis en place un cycle de formation d'un mois, destiné aux adhérents dont l'adhésion remonte à moins de 3 ans.

Les séances de ce cycle seront hebdomadaires et accorderont une place importante au travail en petits groupes et à la discussion entre les participants au stage.

Première séance : Vendredi 26 avril, à 20 h. 30 au local : 6, place St-Bruno.

Que signifie « être socialiste » en 1968 ? avec la participation de Jean Bron.

Calendrier

PARIS : Jeudi 25 avril : Réunion du C.E.S. de l'Institut de Sciences Politiques, avec Robert Chapuis, membre du Bureau national.

RUEIL : Vendredi 26 avril : « Demain le socialisme », avec R. Chapuis, membre du B.N.

PARIS : Le stage de formation organisé par le groupe Agriculture des grandes Ecoles sur : « L'Evolution de l'agriculture française depuis 89; sa situation actuelle. Avec MM. Servolin et Gervais. (« Une France sans paysans ») : Vendredi 26 avril, à 20 h. 30, 81, rue Mademoiselle.

CEDETIM : Le Cedetim organise un débat vendredi 26 avril, à 20 h. 30, sur le thème : « Facteurs culturels du développement », 81, rue Mademoiselle.

COTES-DU-NORD : La Fédération organise samedi 27 avril, à 21 heures, à la Maison du Peuple de Saint-Brieuc, une réunion publique sur le thème « La réponse socialiste au défi américain », avec Gilles Martinet. La présidence sera assurée par Yves Le Foll, député-maire.

HAUTES-VOIES : Samedi 27 - Dimanche 28 avril : Réunions à Sallanches et Thonon, et Assises départementales de l'Enseignement près d'Annecy à Sevrier, avec Robert Chapuis, membre du B.N.

SOISSONS : Week-end sur les problèmes de l'emploi organisé par la Fédération de l'Aisne à Soissons, les 27 et 28 avril, avec la participation de Jacques Malterre et auquel sont invitées les Fédérations de l'Oise et de la Somme.

PARIS : Le Cercle d'Etudes socialistes de l'I.E.P. organise une réunion-débat le jeudi 25 avril, 44, rue de Rennes, à 20 h. 30, sur le thème « Fin de la lutte de classes ? » avec MM. Gonin de la C.F.D.T., Hurlig professeur à l'I.E.P. et Chapuis du B.N. du P.S.U.

Commission Santé

JOURNEE D'ETUDE sur la REFORME HOSPITALIERE, dimanche 28 avril 1968, au siège du P.S.U.

PROGRAMME : 9 h. 30 : Rapports par un administrateur sanitaire; un professeur agrégé de C.H.U.; un responsable syndical des Services de Santé.

14 h. 30 : Discussion et Conclusions.

M.C.A.A.

Le M.C.A.A. organise le Jeudi 2 mai, à 20 h. 45, Palais de la Mutualité, un MEETING « Pour une Politique de Paix » avec Jean Rostand, Laurent Schwartz, Pierre Cot, Jean Lacouture, Claude Bourdet.

D'autre part les Samedi 4 mai, dimanche 5 mai, une MARCHÉ pour la PAIX.

4 Mai : 16 h. : Départ Porte de Clichy - 17 h. : S.N.C.F. Clichy-Levallois - 18 h. : Métro Pont de Levallois - 19 h. 15 : Arrivée Pont de Neuilly - métro.

5 Mai : 9 h. : Départ Pont de Neuilly - métro - 10 h. 20 : Suresnes, pl. Marché (S.N.C.F. Suresnes) - 11 h. 30 : Rueil-Malmaison centre ville, bus 258 - 12 h. 45 : Nanterre - Bidonville de la Folie. ALLOCUTION.

Comité Ben Bella

Le Comité pour la Défense d'Ahmed Ben Bella organise le samedi 27 avril, à 20 h 30 à la Mutualité, un gala au profit des détenus politiques en Algérie, avec la participation de Serge Réggiani. Au programme, également, la projection du film de Roger Pic et Claude Faure, réalisé à la veille du 19 juin 1965.

Petites Annonces

● « Commune de l'Isère — 4.500 habitants — 40 km de Grenoble, cherche secrétaire général de Mairie. Ecrire sous le n° 23 à Fédération de l'Isère du P.S.U., 6, place Saint-Bruno - 38-Grenoble ».

● Après le Conseil national de Versailles, il a été trouvé 1 imperméable (N° du vestiaire : 079) à réclamer au P.S.U. 81, rue Mademoiselle; 1 autre imperméable a été également oublié au vestiaire de la salle du Congrès où il est resté, car il y avait une clé d'auto dans la poche.

Campagne bons de soutien

La campagne de bons de soutien pour notre journal bat maintenant son plein. Tous ceux qui désirent diffuser de ces bons, peuvent s'adresser au secrétariat fédéral P.S.U. de leur département.

Hâtez-vous avant le tirage.

1^{er} PRIX : UNE VOITURE RENAULT R 4 L

2^e lot Un meuble combiné stéréophonique
3^e lot Un réfrigérateur
4^e lot Un magnétophone.
5^e lot Un électrophone
6^e lot Un bateau pneumatique
7^e lot Une cireuse
8^e lot Un électrophone
9^e lot Un aspirateur
10^e lot Un transistor
du 11^e au 20^e lot Un rasoir électrique

du 21^e au 30^e lot Un réveil à piles
du 31^e au 40^e lot Un sac de couchage
du 41^e au 50^e lot Un matelas pneumatique
du 51^e au 60^e lot Un lit de camp
du 61^e au 70^e lot Un pèse-personne
du 71^e au 80^e lot Un sèche-cheveux
du 81^e au 90^e lot Un album de disques
du 91^e au 100^e lot Un robot Marinette
du 101^e au 110^e lot Un chauffe-plat

du 111^e au 1.100^e lot : un disque 45 tours ou un livre

Tirage le 1^{er} juin 1968 — Date limite de retrait des lots : 30 juin

Livres

La France en question

André Laude

Cet ouvrage est le complément logique de *La révolution régionaliste* parue en 1967 dans la collection « Idées » (*), essai essentiel au regard de ceux qui s'interrogent fiévreusement sur le devenir de notre pays et sur les formes et le contenu de la démocratie socialiste dont ils espèrent l'avènement. Cette fois encore, Robert Lafont récidive dans la perspective originale, l'analyse audacieuse. *Sur la France* est pour moi un livre capital qu'il faut lire absolument, lire et relire car la matière est riche et complexe. C'est un livre qui bouleverse bien des idées acquises. A preuve, le relatif silence qui l'entoure. C'est un livre éminemment révolutionnaire, à l'image de son auteur.

Robert Lafont, né à Nîmes en 1923, docteur ès-lettres, professeur à la faculté des Lettres et Sciences humaines de Montpellier, est en effet un des meilleurs théoriciens socialistes de la « Révolution régionaliste ».

Il anime le « Comité occitan d'études et d'action » qui œuvre en faveur du développement économique-culturel des pays de langue d'Oc. Il dirige la revue *Vivre*. Auparavant, il fut secrétaire général puis président de l'institut d'Etudes occitanes. Depuis 1942, sa vie se confond avec l'histoire du mouvement culturel et social occitan.

Une nouvelle histoire de France

A l'école nous avons tous appris l'histoire de la France. Celle-ci ne s'est pas faite en un jour. La France que nous connaissons est le produit d'une série d'intégrations successives de régimes et de peuples à un ensemble déjà existant. L'enseignement traditionnel s'exerce de telle sorte qu'il conduit l'élève à ne pas mettre en doute un seul instant ce processus. Ce conditionnement qu'on reçoit dès l'enfance a eu pour conséquence que tout sentiment régionaliste (basque, breton par exemple), à chaque fois qu'il s'est affirmé, a été traité comme une nostalgie sympathique quand elle ne dépassait pas le niveau de la conscience folklorique, réactionnaire quand elle s'affirmait comme un désir de restauration linguistique et culturelle.

C'est là qu'intervient la pensée « scandaleuse » de Robert Lafont. Son postulat de base est simple : « La France a été faite par la conquête brutale et par la réduction à

l'état de provinces de nations originales, glorieuses souvent, toutes porteuses de valeurs universelles de civilisation. » L'ouvrage développe ce postulat, en substituant à l'opposition séculaire du provincial et du national, la saisie dialectique des nations et de la Nation.

Dans un premier chapitre, l'auteur énonce une thèse neuve grâce à laquelle il dégage deux types d'existants historiques : la nation primaire ou ethnique (Bretagne), la nation secondaire ou politique (France). En s'appuyant sur l'exemple albanais, américain, Robert Lafont met en lumière cette dualité, source de conflits et de névroses, de déviations de pensée et de maux de l'esprit. Définissant le nationalisme « hypertrophie et dégénérescence du sentiment national », l'auteur décèle son origine dans la confusion entretenue au XIX^e siècle entre « nation primaire » et « nation secondaire ».

« Autrefois notre pays s'appelait la Gaule... Aujourd'hui il s'appelle la France. » Du chaos qui a suivi la chute de l'empire romain, sort une nation qui deviendra la France. Erreur fondamentale proteste R. Lafont, affirmant que le territoire de l'ancienne Gaule transalpine a vu naître entre le IX^e et le XI^e siècle deux nations : *Francie* et *Occitanie*. L'une détruira l'autre. A travers la croisade des Albigeois, l'impérialisme capétien va entamer la longue marche qui, d'annexions en annexions, de destructions en destructions, débouchera sur la France que nous connaissons. Il n'est pas question de résumer ici l'immense savoir vérifié et révérifié dont R. Lafont nous fait don. Pour l'auteur, la guerre albigeoise revêt une vaste signification. Elle est, selon lui, un des événements cruciaux de l'histoire européenne dont il tire, entre autres, cette leçon : « En soumettant une nation plus avancée sur la voie du progrès, la Francie corrompt son propre avenir. »

« Du pré carré à l'hexagone », Lafont retrace le chemin parcouru par l'impérialisme capétien et ses héritiers partis à la conquête de la *Francie occidentalis* aiguillonnés par le mythe des frontières naturelles (Rhin, Alpes, Manche et Méditerranée). La France hexagonale de l'unité réalisée commence.

Pour que l'Occitanie soit vaincue, il faudra attendre la guerre de cent ans et la destruction par Charles VII des libertés bordelaises. Il appartiendra aux Valois, successeurs des Capétiens, d'intégrer la Bretagne. Mais c'est avec les Valois-Angoulême que l'impérialisme s'affirmera. Peu à peu et au fil de l'histoire mouvementée et

injuste, seront fondus dans l'ensemble français, Flandres, Corse, pays Basque, Gascogne, etc. En implacable historien qu'il est, R. Lafont retrace les multiples épisodes de cet enfantement de la France sur le cadavre d'autres nations.

Une ambiguïté

Mais la France avec les Capets est aussi la France de la révolution de 1789 : nation de citoyens, construction volontaire et démocratique. Contradiction dans laquelle l'auteur voit la source de l'incompréhension des Français devant la colonisation et la décolonisation, et explique la filiation qu'il établit entre la croisade albigeoise et la guerre d'Algérie.

La révolution française, ou tout au moins son élément le plus révolutionnaire, confrontée au fédéralisme girondin, aux impératifs de la défense nationale, travaillée par un certain ferment nationaliste et impérialiste, ne parvint pas à rompre l'enchaînement.

Le XIX^e siècle fut le siècle de l'autorité centrale. La révolution industrielle mère du capitalisme livra l'Etat aux puissances économiques en proie à l'impérialisme. Mais le XIX^e siècle fut aussi le siècle où s'annonça la renaissance culturelle des nations jadis démantelées, toujours vivantes dans le cœur des hommes. Lafont (qui a écrit beaucoup sur ce thème) consacre de belles pages lucides à Mistral et au Féli-

brige, ainsi qu'à la Bretagne acharnée à survivre. Longtemps, les mouvements de revendication des cultures opprimées ont été dominés par des vues conservatrices, sinon réactionnaires.

Mais les choses évoluent surtout depuis la fin de la dernière guerre. La « révolution régionaliste » qui englobe le culturel et l'économique a de plus en plus tendance à se situer dans la lumière du socialisme.

La prise de conscience du « colonialisme intérieur » perpétué par l'Etat capitaliste et centraliste a fait faire un grand bond en avant à ceux qui travaillent en faveur d'une restructuration de la France sur des fondements d'égalité, de justice et de démocratie.

La « revendication régionaliste » s'intègre de plus en plus au combat des travailleurs dont l'émancipation exige la destruction de la société capitaliste et de ses organes d'oppression. La France et les Français ont tout à gagner avec le triomphe de la révolution régionaliste et socialiste. Non seulement, elle sera un des éléments essentiels pour que le pays accède au véritable socialisme démocratique. Mais en permettant à tous ceux qui composent la France, d'exercer leur créativité culturelle, elle enrichira la communauté. C'est le message final de ce livre magnifique conviant à un destin français renouvelé. □

● Robert Lafont : « *Sur la France* ». Préface de Jacques Madaule. Ed. Gallimard, collection *Les Essais*. 267 p. 15 F.

A lire

HOMMES POLITIQUES

● Michel Bassi : « Valéry Giscard d'Estaing », Grasset, 186 p., 14 F.

Les biographies ont le tort de trop souvent ne concerner que des hommes déjà consacrés, alors que s'agissant d'acteurs politiques il est aussi important de prendre la mesure de ceux qui perceront. Que nous ne partagions pas les options de l'auteur — chef du service politique du « Figaro » — pas plus que celles de son sujet, ne doit pas nous écarter d'un livre qui répond avec talent à bien des questions.

● Jean Lacouture : « Citations du Président De Gaulle », Seuil, coll. P., 183 p. Une anthologie qui tout compte fait nous manquait, choisie et présentée par l'un des meilleurs biographes du général. A méditer le lundi 13 mai.

● La Nef : « Dix années de gaullisme », n° 33, 159 p., 9 F.

Le 10^e anniversaire de mai 58 ne sera pas oublié par les éditeurs. La Nef ouvre le feu des revues, avec notamment P. Baughard, J. Ferniot, J. Fauvet, etc.

● Bertrand Russel : « Autobiographie », édit. Stock, 300 p., 24 F.

Le premier volume de cette autobiographie (1872-1914). « Trois passions simples mais irrésistibles, écrit Russel, ont commandé ma vie : le besoin d'aimer, la soif de connaître, le sentiment presque intolérable des souffrances du genre humain. »

REGION PARISIENNE

● Louis Chevalier : « Les Parisiens », Hachette, 392 p.

Le point de vue quelque peu littéraire de l'auteur, le survol de problèmes complexes et l'absence d'éléments pourtant essentiels, ne doivent pas masquer l'intérêt réel et captivant d'un ouvrage qui vient

à sa manière faire saisir les changements s'opérant dans la première région du pays.

TIERS MONDE

● Bernard Fall : « Vietnam, dernières réflexions sur une guerre », Robert Lafont, 351 p., 19,90 F.

Dans « T.S. » du 4 avril, P.-D. Trégnier louait déjà le dernier essai de Bernard Fall paru chez Payot. Robert Lafont a ici groupé des articles et des émissions de l'éminent spécialiste du Vietnam que fut Fall. A lire par ceux qui veulent comprendre.

● Cahiers Bernard Lazare, n° 16-17 de février-mars 1968, 2 F. (17, rue de la Victoire, Paris-9^e).

Contient de nombreux textes du M.A.P.A.M. qui permettront de juger sur pièces l'une des positions israéliennes, ainsi que plusieurs interventions prononcées aux récentes assises du Judaïsme Progressiste.

● Attilio Gaudio : « Les Civilisations du Sahara », éditions Marabout Université, 308 pages.

Le Sahara, aujourd'hui, ce n'est pas seulement le pétrole ou le feu. C'est aussi, et surtout, une humanité qui souffre, qui travaille et qui vit sous un climat accablant. Ce sont des hommes que les richesses soudaines de l'or noir n'ont pas troublés, mais qui aspirent à une vie meilleure et que les nouveaux gouvernements ont le devoir de sortir de l'isolement économique, de la sous-alimentation et de la soif.

THEATRE

● Armand Gatti : « Les 13 soleils de la rue Saint-Blaise », Seuil, 117 p., dans l'excellente collection T. dirigée par Luc de Goustine.

Notre collaborateur Bernard Sizaire a dit tout le bien qu'il pensait (en même temps que ses réserves) de l'œuvre d'Armand Gatti, cf. « T.S. » n° 367 et 363.

(*) Cf. la critique de Claude Glayman dans « T.S. » n° 336 du 13 juillet 1967.



Gabriel Monnet et Paul Chevalier.

Décentralisation culturelle

Au cœur du théâtre

Bernard Sizaire

Bourges, avril 1968.

Pendant deux semaines, la France théâtrale s'est rassemblée au cœur d'elle-même. Pour le cinquième Festival du Théâtre des Provinces, la Maison de la Culture de Bourges vient d'offrir aux artisans de la décentralisation et du Théâtre populaire l'occasion d'une confrontation fructueuse et fraternelle.

C'est le moment pour tous ceux qui participent, loin de Paris, au grand mouvement théâtral contemporain d'affirmer leur solidarité et leur vitalité créatrice : les machinistes de Saint-Etienne occupent à la cafétéria les places encore chaudes des musiciens lyonnais. Jean Dasté dine avec Gabriel Monnet. Joseph Kosma, qu'on n'a jamais joué à Paris bavarde avec des comédiens de Bourges, tandis que j'interroge Pierre Halet venu de sa Touraine assister à la création de sa dernière pièce. Pourtant nous sommes loin de la fête de famille gentiment lénifiante. Dans ces retrouvailles sympathiques, par delà la diversité des styles et des répertoires, apparaissent la communauté des préoccupations et l'identité des problèmes. Il est significatif que ce festival se soit très fortuitement et très naturellement orienté dans

deux directions majeures : la dernière guerre et ses séquelles. La musique et le théâtre.

Le chien du général

C'est l'interrogatoire après la guerre d'un général allemand soupçonné d'avoir envoyé pour des motifs personnels 60 hommes à une mort inévitable et absurde. La pièce d'Heinar Kipphardt (1), l'auteur du « Dossier Oppenheimer » est une œuvre habile dont le mérite principal est de faire éclater le « théâtre document ». Elle commence comme l'Instruction de Peter Weiss, mais très vite le compte rendu et les témoignages basculent vers un monde ambigu où se mêlent présent et passé. Le Front de l'Est, après Stalingrad se met à revivre avec une hallucinante vérité. La mise en scène de Maurice Sarrazin et Jean Favarel a utilisé les procédés cinématographiques pour effectuer avec une intelligente fluidité le passage d'un temps à l'autre.

Bien que parfaitement située historiquement, la pièce dépasse le problème de la culpabilité individuelle. Sans doute le général Rampf est-il un lâche et un salaud, mais en droit pur, il demeure innocent et le crime est moins imputable à un homme

qu'à un système qui rend ceux qui l'acceptent criminels ou complices. En se gardant de conclure, Kipphardt a montré que l'Instruction n'était pas close et que le dossier devrait comporter d'autres pièces issues de l'Algérie et du Vietnam.

Dialogues d'exilés

Deux Allemands, deux expulsés se rencontrent dans une gare de l'Europe du Nord (2). A première vue deux épaves radoteuses, entre deux portes, entre deux trains pendant que l'Europe se convulse et que le monde bouillonne. Petit à petit ces deux êtres blessés au cœur et à l'âme vont remettre en cause avec une prudence amertume et le monde et l'homme. Si l'Allemagne hitlérienne revient constamment dans leur conversation, c'est d'abord comme révélatrice des lâchetés et des faux-semblants universels. « Etre lucide, c'est difficile, dit l'un d'eux. Tout homme raisonnable l'évite autant qu'il peut ». Et le dialogue se noue au-delà des rancœurs et des déceptions, parsemé d'anecdotes qui font progresser l'idée sans jamais l'imposer. Ici la leçon n'est pas servie sur un plateau, Brecht sollicite constamment la participation du public qui doit faire la moitié du chemin vers la prise de conscience nécessaire au changement d'un monde qui ne va pas bien.

Dirigés avec tact et précision par Guy Lauzun, Gabriel Monnet et Paul Chevalier forment un couple parfaitement complémentaire. A la présence massive du premier, correspond la bonhomie discrète de Paul Chevalier dont le sourire exprime finalement une claire certitude.

Le dragon

La satire féérique d'Eugène Schwarz (3) écrite à Moscou en 1943 était équivoque. Quel était ce dragon nourri de nos terreurs ancestrales et de nos démissions successives ? Staline ou Hitler ? Beaucoup d'autres et beaucoup plus sans doute. Il est significatif, en tout cas, qu'à deux reprises la liberté soit octroyée aux hommes par un personnage miraculeux et que ceux-ci ne sachent pas l'utiliser. Était-il possible d'en dire plus sur Staline, alors que l'appel final à la liberté et à la responsabilité humaine semble aujourd'hui seulement trouver quelque écho du côté de Prague ou de La Havane ?

La représentation de la Comédie de Saint-Etienne est d'abord une extraordinaire réussite plastique grâce à l'étrange dispositif de Michel Raffaelli et à la mise en scène d'Antoine Vitez qui utilise l'espace avec une intelligence rigoureuse et une invention toujours renouvelée. Le spectacle toujours lisible est d'une beauté quasi glacée qui le rend inquiétant.

Les chaleureuses acclamations du public saluaient autant l'admirable travail de l'équipe stéphanoise que la personne de Jean Dasté, inestimable vétéran de la décentralisation, qui fait ici une de ses plus remarquables créations de comédien.

La musique

Pour la première fois la musique était présente à Bourges, affirmant la possibilité d'une véritable politique de décentralisation musicale. L'orchestre de l'Opéra de Lyon, celui d'Angers et les percussions de Strasbourg ont témoigné de la vitalité et des virtualités provinciales. Mais ce sont les deux spectacles musicaux de l'Opéra de Lyon et de la Comédie de Bourges qui constituent l'apport le plus important aux recherches actuelles d'un nouveau Théâtre musical.

Il est frappant que parmi les débats auxquels j'ai assisté, ce soit l'Art lyrique qui ait soulevé le plus de problèmes et de passions. Il y a quelque chose dans l'air dont on mesure encore mal l'intérêt. Il est clair que le public populaire qu'on cherche à débloquent reste attaché, surtout en province, à une conception traditionnelle du théâtre lyrique. Que les animateurs qui refusent de lui offrir démagogiquement « Mireille » et « Mam'zelle Nitouche » se penchent au plus vite sur les rapports du théâtre, de la parole et de la musique. Des hommes comme Pierre Halet, Jean Laisné, Pierre Barrat ont amorcé cette démarche. Il reste à leur donner les moyens d'une action générale qui contribuerait à faire éclater le cadre maintenant trop étroit du Théâtre populaire en France. A cet égard les rencontres et les réflexions de Bourges peuvent être salutaires.

Je n'ai malheureusement pu suivre le Festival jusqu'à son terme. Mais, outre que les spectacles auxquels j'ai assisté demeurent parmi les plus passionnants et les plus achevés qu'il m'ait été donné de voir depuis longtemps, j'ai pu mesurer ailleurs, à Caen comme au Creusot, l'intérêt qu'il suscitait. C'est maintenant un Festival adulte qui se prétend encore trop modestement un « instantané de l'activité provinciale ». C'est surtout avec Avignon notre plus grande fête théâtrale où le bonheur des rencontres stimule sans cesse la pensée. □

(1) Par le Grenier de Toulouse.

(2) Par la Comédie de Bourges.

(3) Par la Comédie de Saint-Etienne.

● Dans son numéro du 18 mai 1967, « T.S. » avait rendu compte de la mise en scène du « Dragon » de Pierre Debauche présentée au Festival de Nanterre.

A écouter

Schumann — Lieder et pièces pour piano. — C'est le meilleur de Schumann qui nous est offert dans ce merveilleux récital où alternent lieder et courtes pièces de piano. Longue et émouvante réserve où voix et piano fusionnent pour exprimer avec la plus totale pureté, l'amour et cette mystérieuse nature que le romantisme allemand a si bien su faire vivre. Heine a dit que le lied était « le cœur qui chante ». Je l'ai rarement autant ressenti que dans cet enregistrement où les deux interprètes restituent avec une fraîche pureté la pureté jaillissante des élans schumanniens. La jeune soprano néerlandaise Elly Ameling aborde ce répertoire avec un naturel lumineux qui éclipse la rouerie de tant de cantatrices célèbres.

Un coffret en souscription jusqu'au 30 avril (49 F au lieu de 69 F). A ne pas manquer ! (Harmonia Mundi, 2 x 30 cm.)



Emile Biasini, directeur de la télévision.

Télévision

Le Programme Biasini

Rémy Grillault

Avec les derniers jours d'avril et les premiers de mai entrent en application quelques-unes des récentes mesures annoncées par M. Emile Biasini, Directeur de la télévision concernant les grilles de programmes des deux chaînes. Les *Dossiers de l'Écran* (avec *Plus dure sera la chute*, le 2 mai) la *Revue des Arts* (rediffusion sur la 1^{re} chaîne d'une revue tournée en couleur pour la deuxième chaîne), *Carrefours* (*Interlude*, *A vous de choisir...*) etc...

Un long silence

C'est plus de cinq mois après sa nomination que M. E. Biasini a parlé. Jamais conférence de presse d'un Directeur de la télévision ne fut autant attendue. Ce long silence, que l'on dit studieux et de réorganisation administrative, laissait courir les interprétations les plus folles et les plus contradictoires sur les intentions du nouveau directeur de la télévision. On croit volontiers que la complexité de la « machine télévision » — pour un homme dont ce ne fut jamais la préoccupation — demande un délai nécessaire pour présenter une nouvelle politique d'ensemble des programmes. Saluons donc l'humilité de M. Biasini devant « l'objet télévision ».

Cette longue absence de déclaration s'explique aussi par le fait que M. Biasini a — non seulement dû « appréhender » ce nouvel instru-

ment de culture, mais également — dû prendre connaissance des différents clans de la maison.

Depuis dix années, les diverses tendances du gaullisme se sont infiltrées dans cette maison, se taillant des zones d'influence parfois variables selon les fluctuations de la vie des gouvernements. Les mouvements de ministres ou de fonctionnaires entraînent des répudiations diverses ou des faveurs nouvelles.

Après les « nettoyages » administratifs et financiers, M. Biasini a essayé d'opérer une certaine centralisation du pouvoir sans toutefois réussir à s'accaparer l'*Actualité télévisée* qui reste aux mains d'Edouard Sablier. Arrivé un peu en intrus, de l'extérieur, M. Biasini a, semble-t-il, mûri ses décisions, en solitaire, ayant eu à l'égard du personnel une certaine méfiance.

Pendant ce temps, la télévision a continué à fonctionner, bien sûr. Mais en vitesse de croisière. La « couverture » des Jeux olympiques a mobilisé des effectifs importants, tant en hommes qu'en matériel, et les nécessaires compressions budgétaires ont évidemment entraîné une baisse de production qui n'a pas manqué d'inquiéter.

M. E. Biasini s'est livré, dans la première partie de son exposé, à une rêverie sur la télévision idéale. Il eut quelques jolies phrases naïves : « elle doit coller à l'existence »,

« elle peut être le mieux et le pire », « elle doit informer, distraire et enrichir », « il n'y a pas de genre mineur, il y a la qualité dans tout et la médiocrité dans tout », « il faut que le téléspectateur soit comme auprès d'un ami qui lui ouvre une fenêtre sur le monde entier ».

Il est toujours bon d'entendre de la bouche d'un directeur de la télévision, quelques vérités premières, qui découlent plus de la logique que de l'imagination créatrice.

Dans une seconde partie M. Biasini a présenté quelques initiatives concrètes. Dans différents secteurs, le Directeur de la télévision a annoncé au cours de sa conférence de presse la création d'« ateliers » :

— de *Théâtre*. — La recherche en matière de dramatiques a été confiée à René Allio (« La Vieille dame indigne »). Un effort est prévu et très attendu dans la découverte de jeunes auteurs. L'œuvre de Shakespeare fait l'objet d'un groupe d'étude spécial, *Au théâtre ce soir* (P. Sabbagh), série de diffusion de pièces de boulevard enregistrées au théâtre va continuer. M. Biasini a promis une amélioration de la qualité de cette série

— de *Variétés*. — L'« atelier d'étude et de conception » a été placé sous l'autorité de M. Roland Dhordain. Les émissions de « matraquage » systématique de vedettes dans le vent vont diminuer au profit d'émissions plus courtes consacrées à des vedettes oubliées ou à découvrir (promotion).

Des émissions à caractère historique sont actuellement à l'étude. Autres innovations : des « sommes » mensuelles consacrées à un secteur particulier de l'information. Ce sont :

— la *Revue des Arts*, placée sous la responsabilité d'un comité composé de Jacques Lassaigne, Gaëtan Picon, François Mathé, Max-Pol Fouchet et Pierre Schneider.

— la *Revue musicale*. Avec Claude Rostand, Claude Samuel et André Bouhourechlieff.

— la *Revue économique*. — Avec M. M. F. Bloch-Lainé, Jean Saint-Geour, Hubert Rousselier, Serge Antoine, Michel Deniel, Michel Drancourt. Rédaction en chef : Roger Louis.

— la *Revue des Sciences*. — Avec M. M. Bertrand Goldsmith, Bernard de la Palme, Pierre Schaeffer, le Pr Denys et F. de Closets.

— la *Revue des Lettres*. — Comité constitué de Gaëtan Picon, Roger Stéphane, Dubouchat et Henri Ratonneau.

Moteurs ou freins

On peut légitimement avoir quelques doutes sur ces « ateliers », « groupes de travail » ou « comités de rédaction ». Si, dans les domaines artistiques (Beaux-Arts, Musique...), la composition des aréopages paraît assez éclectique et accueillir des hommes dont on connaît l'autorité et la grande liberté. En ce qui concerne les émissions ayant des « retombées » politiques directes (Économie, Sciences...), il semble que la contestation et la confrontation d'avis opposés

seront assez difficiles à établir. Certain projet d'émission peut être déposé et refusé parce que les conclusions ne correspondent pas aux intentions officielles.

Et puis, en définitive, ces conseils de sages, seront-ils des moteurs ou des freins? Représentent-ils le dynamisme de la création ou le poids de la censure?

Où le terrain devient encore plus dangereux, c'est lorsque la télévision s'engage sur la voie de l'éducation civique des téléspectateurs. Le principe est excellent. L'objectif véritable que l'on va poursuivre et surtout l'application seront-ils aussi élevés? C'est à M. J.-Cl. Servan-Schreiber, ancien député U.N.R. que l'on a confié ce secteur. On nous promet de placer ces émissions sur le plan de la contestation et de la polémique.

Il est évidemment inquiétant de voir M. Biasini satisfait de l'information à la télévision, domaine, à juste titre, le plus critiqué. L'éviction de M. Thibaut et le regroupement des magazines d'information sous la tutelle de l'A.T. n'ont pas été pour nous rassurer.

Culturel ne veut pas dire didactique et ennuyeux et divertissant, futile et médiocre. La culture n'est pas forcément plus dans *Lectures pour tous* que dans un *Show* de qualité. La Culture doit sortir de son ghetto. En fait, elle est partout, où l'on respecte le public, où on lui donne à voir et à écouter de quoi l'émouvoir et le faire réfléchir, dans un langage bien adapté, lorsqu'on est capable de l'intéresser et (au mieux) de le « provoquer » (participation).

Dans les nouvelles grilles de programmes de M. Biasini, il y aura comme dans les films de Jean-Luc Godard des moments forts et d'autres faibles (« des moments de relâchement, a dit M. Biasini et des moments d'exigences »). Gageons qu'*Une chance sur trois*, le nouveau jeu de Guy Lux et que les gaudrioles d'*Au Théâtre ce soir*, ne seront pas les moments « forts » de la nouvelle télévision.

Vigilants, nous serons fidèles à nos postes. □

Semaine TV

● *LA BÊTE HUMAINE*. — Un grand livre d'un grand romancier devenu un grand film d'un grand cinéaste. Le naturalisme de Zola plus le lyrisme de Renoir. Avec Jean Gabin. (Lundi 29 avril, 2^e chaîne, 20 h 35.)

● *LA FINE FLEUR DE LA CHANSON FRANÇAISE*. — Enregistrée à Bobino, cette émission de Luc Bérinmont compose un assez joli bouquet ; avec notamment Maurice Fanon, Georges Chelon, Francesca Solleville, etc. (Jeudi 2 mai, 2^e chaîne, 22 h 10.)

● *ROME LA BELLE*. — « Démon et Merveilles », l'émission de Jacques Nahum est consacrée ce soir à Alberto Moravia et porte en sous-titre : Rome, Romains et Cinéma. Au cours d'une promenade dans la ville éternelle, le grand romancier italien nous parle du 7^e art (dix de ses romans portés à l'écran) et, bien sûr, de Rome qui occupe une place si importante dans son œuvre. (Vendredi 3 mai, 2^e chaîne, 22 h 10.)

□ Bonnes feuilles

Préface à la Chine

Edouard Depreux

C'est avec un grand plaisir que nous présentons à nos lecteurs des extraits d'une introduction que Edouard Depreux vient de consacrer à un ouvrage sur la Chine (aux Editions du Burin, collection « Les portes de la vie »).

On y verra un auteur qui a mis une étonnante érudition au service d'un plaidoyer, au demeurant courageux et lucide, en ces temps de sectarisme et de mesquinerie. □

L'avenir de l'humanité et peut-être sa survie, dépendent, en effet, dans une large mesure, des échanges et du dialogue entre l'Occident et l'Orient, dont Kipling, incarnation talentueuse de l'impérialisme, affirmait qu'ils ne se comprendraient jamais. La disparition du colonialisme, qui faussait tous les rapports humains, peut et doit les rendre possibles.

Nous ne devons plus rester séparés par un abîme d'incompréhension et faciliter l'édification d'une nouvelle Grande Muraille politique, intellectuelle et morale de séparation des esprits. Leibniz, qui appelait de ses vœux la concorde entre les deux types de civilisation, observait avec tristesse que l'immense Empire de Chine s'était longtemps développé à l'écart de l'Occident, comme s'il était situé « dans une autre planète », malgré quelques contacts à la fin de l'Empire Romain et à l'époque des Mongols et de Marco Polo.

Son existence apparaissait comme quasi légendaire à des Européens du XV^e siècle.

Malgré les nombreux obstacles qui se dressent actuellement encore sur la route et que les récents événements ont sensiblement accrus, il faut dissiper, de part et d'autre, les mystères chinois pour les Européens, et les mystères européens pour les Chinois. Ceux-ci ne doivent pas être animés par l'esprit de K'ien Long, recevant en 1793 la première ambassade anglaise, dirigée par lord Macartney et s'opposant à la création de relations commerciales en ces termes : « L'Empire céleste possède toutes choses en abondance. Il n'est pas dans nos besoins d'importer les productions des barbares étrangers en échange de nos propres produits. »

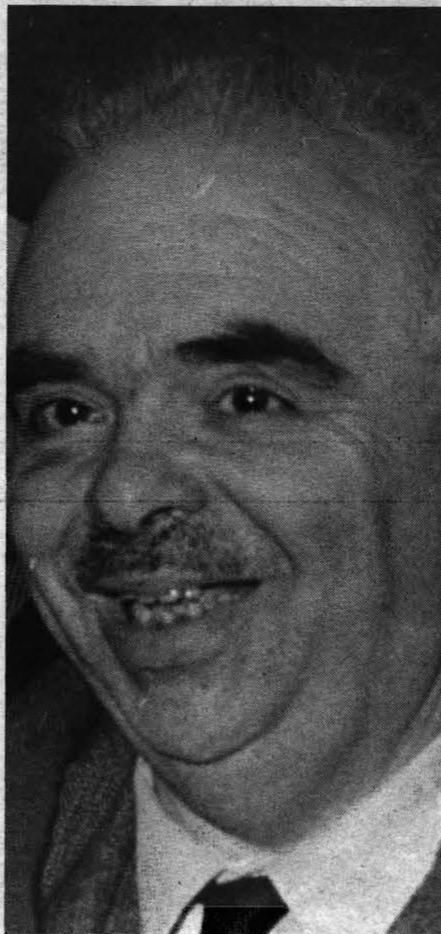
L'Europe doit se dégager des mêmes préjugés qui, généralisés, transformeraient le monde en une série de ghettos condamnés tôt ou tard à la stérilisation.

La France possède des atouts qui peuvent lui permettre de jouer un rôle important dans le développement des échanges culturels avec la Chine. Les sinologues français, comme Chavannes, Pelliot, Granet, Mas-

pero, pour ne parler que des morts, ont joui d'un grand et légitime prestige et l'enseignement donné au Collège de France, dont la première chaire de Sinologie, a eu pour titulaire en 1814, Abel Remusat, dans nos facultés, aux écoles des Langues Orientales, des Hautes-Etudes, d'Extrême-Orient, l'apport des musées Cernuschi et Guimet, sont partout appréciés.

Il ne suffit pas que des érudits s'adressent à une élite restreinte, même s'ils exercent ainsi une influence indirecte sur un plus grand nombre de nos concitoyens et des habitants des pays francophones et s'ils sont appuyés par quelques travaux de vulgarisation, comme ceux de René Grousset. Pourquoi, demande Etiemble, dont l'enthousiasme sinophile s'efforce de jeter un pont entre Confucius et Mao Tsé-Tung, le chinois ne deviendrait-il pas dans les lycées une des deuxièmes langues entre lesquelles il est possible d'opter ? La publication, sous le titre « Aspects de la Chine », par les Presses Universitaires de France, sous la direction de M. Demiéville, Professeur au Collège de France, des causeries faites à la radio en 1954 et en 1955, par les meilleurs spécialistes, a été une excellente initiative qu'il faudrait renouveler et développer.

Pourquoi enfin ne donnerait-on pas à l'histoire de la Chine la place qu'elle mérite dans nos manuels scolaires et dans notre enseignement du second degré ? Le patrimoine culturel de la Chine ne devrait pas nous être plus étranger que celui de la Russie, du monde musulman ou des Hindous. « Ts'in Che Houang-ti devrait être aussi familier au Français cultivé qu'Alexandre le Grand » observe M. Demiéville. Il est normal qu'on le connaisse moins que César dont le comportement nous concerne plus directement et qui semble avoir écrit des « Commentaires » prédestinés aux versions latines des élèves de 4^e. S'il importe de méditer sur les conquêtes d'Alexandre, qui assura une pénétration entre les civilisations helléniques et asiatiques, on ne devrait pas ignorer non plus le « Premier Auguste souverain » qui, un siècle après lui, fonda un vaste empire, non pas éphémère,



A.D.N.P.

mais destiné à durer 2.000 ans et ne s'écroulant que sous les coups de notre civilisation industrielle, abolit la féodalité, unifia le calendrier, l'écriture, les poids et mesures, construisit la célèbre Grande Muraille, procéda comme les pharaons et Pierre le Grand, à de gigantesques travaux accomplis avec 700.000 corvéables et au prix de nombreuses vies humaines. Il fut, à son époque, un révolutionnaire qui a marqué de sa rude empreinte l'histoire de millions d'hommes.

Il a, en effet, donné au pays le plus peuplé du monde une organisation bureaucratique, devenant après lui le mandarin, qui fut à la fois sa force et sa faiblesse pendant de longs siècles. A cette classe des lettrés, qui l'a souvent combattu avec âpreté, il a conféré un pouvoir absolu qu'elle a su conserver pendant vingt siècles, en liquidant impitoyablement tout ce qui pouvait mettre en cause, si peu que ce soit, sa domination. Ses successeurs devaient barrer résolument la route à toute innovation, mépriser les progrès techniques, à la suite de la sclérose provoquée par l'invasion mongole. Il est donc vrai — et l'exemple est particulièrement bien choisi — que l'œuvre de Ts'in Che Houang-ti devrait être connue de tous ceux qu'intéresse l'histoire de l'humanité et qui veulent comprendre la Chine d'aujourd'hui, et en premier lieu de nos étudiants et même des élèves de nos classes terminales.

Pourquoi d'autre part ne traduirait-on pas davantage en français les livres sérieux concernant la Chine écrits dans d'autres langues ? J'ai, sur ma table de travail, au moment où j'écris ces lignes, « East Asia. The

Great Tradition » d'Edwin O. Reischauer et John K. Fairbank de l'Université d'Harvard (Houghton, Mifflin, company, Boston) et « China, its People, its Society and its culture » de Hu Chang-tu (HRAF Presse, New-haven). Je regrette que, comme beaucoup d'autres études, ces livres ne soient pas accessibles à des Français qui n'entendent pas couramment l'anglais. Il y a beaucoup moins de livres français comme d'ailleurs de livres allemands et italiens qui ont été traduits en chinois, que de livres russes et anglo-saxons. Dans ce domaine également, un gros effort devrait être accompli.

Tout ce qui permet de connaître la Chine, autrement que par des caricatures grossières ou des apologies puériles, est utile à ceux-là mêmes qui sont les plus éloignés de penser que la voie chinoise vers le socialisme doit inspirer les pays économiquement avancés. A-t-on bien réalisé, avant d'en tirer des conclusions dans un sens ou dans l'autre, qu'avant 1949, le revenu par tête d'habitant était là bas cinquante fois inférieur à celui de nos compatriotes et la production d'électricité par jour et par habitant, de 0,5 kwh, celle des Etats-Unis atteignant 37,6 kwh ? La base industrielle de la Chine au moment de la Révolution était infiniment plus faible même que celle de la Russie tsariste de 1917, très en retard sur l'Occident. Le personnel qualifié y était beaucoup plus rare.

Pour obtenir les résultats auxquels on est parvenu, il a certes fallu des réformes plus profondes que la transformation de la « Rue du prestige grandissant » en « Rue de l'anti-révisionnisme » débouchant comme un défi sur l'ambassade de l'U.R.S.S. ! Les échecs, enregistrés récemment par la Chine populaire dans maints pays du tiers monde (les plus cruels à tous égards l'ont été en Indonésie) n'empêchent pas que de nombreux hommes de toutes couleurs sont vivement impressionnés par le rythme de la croissance chinoise et les efforts de transformation rapide d'un pays agraire en nation industrielle. « Dans la plupart des pays d'Occident, écrit Tibor Mende (« La Chine et son ombre », édition du Seuil, p. 246), le processus a demandé un siècle, le Japon y a mis quelque soixante ans, l'U.R.S.S. une trentaine d'années. La Chine, elle, veut aller plus vite encore. »

Parviendra-t-elle à battre les records ? Il faudrait être dépourvu de curiosité intellectuelle, en même temps que de toutes préoccupations politiques, pour ne pas se passionner pour une telle question. « Quand on voit l'empressement frénétique qui anime ces ouvriers, attelés à leur machine géante, précise Tibor Mende, on a le sentiment d'assister à un processus qui ne va pas seulement transformer le mode de vie de la nation la plus peuplée du monde, mais qui, à bonne allure, est en train de changer l'équilibre du monde » (page 247). □